Deuxième Année. — N° 135. CINQ CENTIMES Jeudi 14 Mai 1896

L'EGALITÉ
de Roubaix-Tourcoing

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
NORD et Départements limitrophes	4 fr 50	9 fr	18 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS	5 fr 50	12 fr	22 fr.

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12. TOURCOING
Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ON REÇOIT LES ANNONCES
A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
A TOURCOING, 12, Rue Desurmont.
A LILLE, 28, Rue de Fives.

INFORMATIONS
(Par Service Spécial)

CONSEIL DES MINISTRES
Paris, 12 Mai.

Les ministres se sont réunis ce matin à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

VOYAGES PRÉSIDENTIELS

Le président de la République a informé le Conseil qu'en raison de la reprise de la session parlementaire, il ajournait jusque fin juillet son voyage en Bretagne.

M. Félix Faure conformément à des engagements antérieurs se rendra à Tours le 24 mai, accompagné du ministre de l'intérieur.

TÉLÉGRAPHES

Le Conseil a décidé la création du sous-secrétariat d'Etat aux postes et télégraphes.

INDEMNITÉS A LA FRANCE

M. Hanotaux a fait savoir que les indemnités dues à nos compatriotes pour les pertes qu'ils ont éprouvées dans la dernière guerre civile du Chili sont définitivement réglées de gré à gré.

LES SIMPLIFICATIONS ADMINISTRATIVES

M. Cochery a donné connaissance du texte de la circulaire qu'il va adresser à l'inspection générale des finances au sujet de l'étude des simplifications administratives.

LA CATASTROPHE D'ADÉLIA

M. Félix Faure a fait savoir qu'il avait chargé le commandant du 1er corps de le représenter aux obsèques des victimes de l'accident d'Adélia.

De son côté, le ministre des travaux a indiqué que l'enquête sur les causes de l'accident se poursuit activement.

LE CANAL DES DEUX MERS

M. Turrel a annoncé qu'il ordonnait la publication au *Journal officiel* du rapport de la commission chargée par le décret du 21 septembre 1895 d'étudier la question du Canal des deux Mers.

LES FONCTIONNAIRES DES COLONIES

Sur la proposition de M. André Lebon, M. Félix Faure a signé un décret en vertu duquel les officiers et fonctionnaires des colonies, détachés à l'administration centrale, ne pourront y demeurer, au delà de la durée réglementaire de leur congé en Europe.

QUESTION DU CITOYEN CLOVIS HUGUES

Le ministère de l'intérieur a fait connaître que le citoyen Clovis Hugues, député, qui avait annoncé qu'il se proposait de le questionner, dès la reprise des travaux parlementaires, sur l'action de la police devant la manifestation de la place Vendôme.

UN NOUVEAU FUSIL
Vienne (Autriche), 12 mai.

On a fait à Venise, devant une commission d'artillerie, des expériences du nouveau fusil à gaz inventé par le capitaine Cei, qui a déjà fabriqué des fusils-mitrailleuses pour le compte de la marine.

Les résultats des expériences ont été très satisfaisants et une commission supérieure de marine va se réunir à la Spezzia pour se prononcer définitivement sur cette nouvelle arme de guerre. Le capitaine Cei a quitté Venise pour se rendre à la Spezzia.

LES ORDRES COLONIAUX
Paris, 12 mai.

Le *Journal Officiel* publie un décret disant que les nominations dans les ordres coloniaux ne seront désormais accordées que par une décision présidentielle, sur le rapport du ministre des colonies.

Un officier, pour être proposé, devra, à l'avenir, avoir un jugement de M. Lebon, ministre des colonies.

LES CONDAMNÉS INNOCENTS
(Christiana (Norwège), 12 mai.

Le tribunal civil de Christiana vient d'accorder une indemnité de 5.000 couronnes soit 7.000 fr. à un homme de Sock (Jarkhausse), qui bien qu'innocent, avait passé deux ans en prison. La santé du condamné avait été affectée par l'emprisonnement.

LES MEURTRES
Rome, 12 mai.

Dans une conférence faite à Rome, le baron Garofalo, un des éminents criminalogistes italiens, estime, d'après les statistiques, à 4.000 le chiffre annuel des homicides en Italie, ce qui donne, dit le conférencier, un meurtre toutes les deux heures.

Cette proposition est la plus élevée des pays civilisés ; en France, elle atteint à peine le dixième, et en Danemarck le trente-cinquième du chiffre noté en Italie.

D'après le baron Garofalo, cette tendance à l'homicide doit être attribuée d'abord à l'existence de la vendette puis à la pratique du duel et enfin à certains défauts d'éducation.

Il faut ajouter aussi la tendance naturelle qu'à l'Italien à jouer du couteau à la moindre rixe.

AU TRANSVAAL
Londres, 12 mai.

Le *Times* publie une lettre où Jameson et le major White déclarent n'avoir reçu de M. Cecil Rhodes aucun ordre de marcher sur Johannesburg.

AUX ILES SALOMON
San Francisco, 12 mai.

Le vapeur *Monowai* rapporte que les indigènes des îles du détroit de Manning (îles Salomon) ont massacré plusieurs commerçants et missionnaires.

Les sauvages de l'île Malaita ont tué l'équipage d'une chaloupe appartenant au vicaire anglais *Anglose*, à Pubiana.

Les commerçants tués sont deux Français et un Américain. Deux missionnaires anglais ont disparu. On craint qu'ils aient été tués.

La station des missionnaires de l'île de Tounan a été abandonnée.

L'AFFAIRE FRIEDMANN
Bordeaux, 12 mai.

Me Lané, défenseur du docteur Friedmann, part ce soir, à dix heures et demie pour Paris, où il doit avoir une audience chez le garde des sceaux.

DÉSORDRES AU BRÉSIL
Rio-Janeiro, 12 mai.

Un groupe d'étudiants de l'école polytechnique s'est livré à des manifestations menaçantes à l'égard du directeur de l'école.

Plusieurs professeurs ont été frappés.

Les étudiants poussaient des cris de « Mort au directeur ! A bas la monarchie ! Vive la République ! »

TRÉSORIERS GÉNÉRAUX
Paris, 12 mai.

Le *Journal officiel* publiera demain quatre nominations de trésoriers-payeurs généraux qui seront suivies du reste d'un mouvement de receveurs.

Parmi ces nominations signalons celle de M. Barrelle, chef de bureau de la statistique et des travaux législatifs au ministère des finances qui est nommé trésorier-payeur général à Tarnes, en remplacement de M. Tranchau, ancien secrétaire particulier du président Carnot qui va recevoir un avancement important.

LA SITUATION EN PERSE
Berlin, 12 mai.

On mande de Saint-Pétersbourg à la *Gazette de Francfort*, que d'après les rapports qui parviennent au Ministère, la situation en Perse est bien de nature à satisfaire que tendent à la laisser faire les communications officielles.

D'une autre source, on mande que des troubles ont, en effet, éclaté à Chiraz et que les maisons de nombreux juifs auraient été pillées.

LES COMITÉS ARMÉNIENS
Sofia, 12 mai.

La police a découvert à Constantinople le siège du comité secret révolutionnaire huitschakiste, dont elle a arrêté cinq membres. Elle a saisi, en outre, des sceaux et des papiers.

Hier le patriarche arménien Grégorian a fait lire dans tous les églises un mandement pour mettre les fidèles en garde contre les menées occultes.

LE CHOLERA EN EGYPTE
Paris, 12 mai.

Une note officieuse confirme la contamination cholérique de port d'Alexandrie et dit que toutes les précautions sont prises par l'administration sanitaire française, notamment dans les ports de la Méditerranée, pour tout ce qui concerne le trafic avec le port égyptien.

Les dernières nouvelles annoncent que le choléra progresse, mais sans justifier encore la panique qui règne dans la ville.

BULLETIN DU JOUR

LE COUP DE LA BANQUE

En 1867, expire le privilège de la Banque de France. On en parla beaucoup à la fin de la précédente législature. Nous avions un gouvernement de hobereaux ressemblant fort à celui-ci et quatre ans à l'avance il se préoccupait d'assurer à la haute finance Rothschild et Cie le droit de exploiter pendant une nouvelle période, presque interminable, tout le commerce français.

La Chambre avertie par Gambetta, Pelletan et Millerand, qui dénoncèrent les projets ministériels des camarilleurs du ministère, la Chambre obligea l'escroquerie Burdeau et renvoya à plus tard le soin de régler cette délicate question.

Hier une note glissée discrètement dans les journaux officieux annonçait que le gouverneur de la Banque de France avait écrit au ministère des finances, demandant à bénéficier du renouvellement du susdit privilège et que le ministère avait accepté d'enthousiasme le rendez-vous.

Cette information, qui n'a l'air de rien, éclaire d'un jour tout à fait nouveau la dernière crise ministérielle et la part importante que le président de la République financier lui-même, a prise dans les intrigues qui ont amené la chute du cabinet Bourgeois.

Il s'agit d'une grosse opération d'une énorme flibusterie : accorder à quelques banquiers le droit de prélever un bénéfice considérable sur l'escompte des effets de commerce à titre de rémunération d'un capital inutile, qui d'ailleurs n'existe pas et n'a jamais existé.

C'est chaque année de quinze à vingt millions : la chose en vaut la peine et nul n'est mieux qualifié que Méline, l'affameur en même temps que le protecteur largement rétribué des grands agriculteurs : que Barthou qui, dans son court passage aux travaux publics, essaya de constituer un nouveau monopole au profit des grandes compagnies ; que Darlan, ce rapporteur bizarre, qui n'a pas voulu rechercher les responsabilités de l'escroquerie des chemins de fer du Sud.

Nous ne nommons que les fortes têtes du ministère. Les autres suivront le mouvement avec docilité n'étant là que pour tenir la place de Rouvier et consorts, et préparer, avec la banque de France et d'autres saletés, la revanche des panamistes.

Mais les socialistes montreront à ces braves gens qu'il y a loin encore des potagers-vin convoités à leur gousset qui bâille.

MARCHE EN AVANT

C'est en vain que la passion et la mauvaise foi des partis s'appliqueront à obscurcir le sens des élections municipales. Elles sont d'une clarté qui défie toute équivoque.

Sans doute le parti socialiste n'a pu conquérir qu'une fraction relativement minime des communes de France. Mais il n'avait pu engager la lutte que dans un nombre fort restreint de localités.

Ce qui caractérise le progrès parfait réalisé, ce qui le définit et en marque l'importance n'est pas le chiffre abstrait et isolé des municipalités socialistes.

Pour juger comme elle le mérite la victoire que vient de remporter notre parti, il faudra comparer la situation d'hier à celle de demain.

Et d'abord c'est un succès incontestable que d'avoir su garder en dépit d'assauts d'une rare violence et de manœuvres d'une incroyable perfidie les places déjà conquises.

La coalition cléricale-opportuniste de Roubaix, pour prendre l'exemple le plus topique, se flattait d'avoir vite gagnée. Elle le pouvait croire. N'avait-elle pas réussi, il y a six mois, à faire élire au conseil général son candidat contre notre ami Carrette.

La victoire ne devait pas lui être plus rebelle au conseil municipal. Pour se l'assurer, les coalisés n'avaient d'ailleurs reculé devant aucune dépense. C'étaient des millionnaires qui menaient la campagne. Ils l'ont bien fait voir.

Peine perdue. Inutiles prodigalités. Les travailleurs roubaisiens ont maintenu leurs représentants à l'Hôtel de Ville. Il faut que les puissants industriels, les richissimes usiniers de la grande cité se résignent, la rage au cœur, à être administrés — et bien administrés, qui plus est — par leurs ouvriers.

Un tel résultat est à lui seul d'une haute signification. Mais il ne constitue qu'un incident dans l'ensemble des élections de mai.

En même temps que les socialistes de Roubaix consolidaient leur position, ceux de Calais, envoyaient 26 de leurs sur 31 candidats siéger à l'assemblée communale ; cette belle victoire est l'épilogue attendu de l'admirable campagne que nos amis Delcluze et Salembier mènent, depuis des années, à la tête du parti socialiste de Calais.

Et, pour être équitable, il sied de citer, à côté d'eux, un organe qui, sous la direction du citoyen Naudin, pas peu contribué au succès final. J'ai nommé le *Petit Calaisien*. C'était, il y a quelques années, un organe radical. Il est venu, tout naturellement, poussé par la logique des événements, obéissant à la direction d'hommes sincères et désintéressés, au parti socialiste.

C'est un phénomène qui ne s'est pas produit seulement à Calais. Les élections dernières ont permis de constater, un peu partout, cette évolution naturelle et bienfaisante. Certes, il convient de ne pas admettre, sans leur demander quelque gage de leur sincérité, toutes les recrues que des motifs très divers peuvent amener dans nos rangs.

Mais le Parti socialiste ferait preuve d'une singulière étroitesse d'esprit, il manquerait à la justice, il compromettrait ses propres intérêts s'il montrait aux nouveaux venus un visage renfrogné et ombrageux.

Il faut rendre aux précurseurs, aux hommes de combat et de foi qui ont été les véritables fondateurs du parti socialiste, l'hommage qui leur est dû et leur garder avec un soin jaloux la place qui leur appartient. Ce serait à la fois iniquité et sottise que de tenter de les en exclure. Mais ils sont les premiers à se féliciter du grand mouvement qui amène à notre parti tant d'adhérents hier encore hostiles et indifférents. C'est à la fois le résultat et la justification de leurs efforts.

Nos idées aujourd'hui s'infiltrent partout. Un progrès ininterrompu amène à nous les meilleurs, les plus résolus des progressistes.

Aussi on n'appréciera à sa juste valeur le gain que nous avons fait dimanche que dans quelques mois.

Et d'ailleurs, tandis que nous faisons ce pas en avant, à notre suite d'autres progrès s'accomplissent, des Conseils municipaux progressistes remplacent des conseils modérés. Ailleurs la réaction cède la place à la République.

Si sur quelques points isolés un recul est à noter, ce sont exceptions qui confirment la règle.

Les élections des 3 et 10 mai enregistrent la volonté tranquille mais inébranlable de ce pays de marcher en avant, de réaliser des réformes nouvelles, de conquérir plus de bien-être, plus de justice, de manifester chaque jour davantage l'esprit de solidarité.

Et cette affirmation souveraine condamne avec une cruelle sévérité l'apparition d'un ministère de combat, que le ridicule seul sauve de l'odieux.

Nous pourrons avec tranquillité contempler la tentative des Méline, des Turrel et des Barthou, accouplés aux Demole et aux Trarieux. Ils veulent faire marcher la France. C'est à peine s'ils lui arrachent un haussement d'épaules.

La démocratie sait ce qu'elle veut : elle va à son but. Personne ne l'empêchera d'y atteindre.

A. MILLERAND,
Député de la Seine.

JEAN VOLDERS

L'homme vaillant, juste et bon que la mort vient de délivrer des atroces souffrances de la plus cruelle agonie et dont chacun des soldats du prolétariat organisé a déjà pleuré la perte anticipée comme s'il s'était agi d'un frère, fut le principal créateur d'une force politique devenue formidable et son œuvre restera profondément empreinte dans les destinées prochaines du pays : Jean Volders fut le principal organisateur du parti ouvrier belge. Ce n'était ni un savant initiateur comme César De Paepe, ni un créateur de vie économique comme Anseele, mais un vulgarisateur, un propagandiste, un homme d'action pourvu de toutes les qualités qui font un leader politique.

Il n'a pu parcourir le quart de la carrière à laquelle il était appelé et son œuvre est énorme. Il meurt à la fleur de l'âge, épuisé par l'immensité même de l'effort dont il s'est montré capable, tué par sa propre activité, ayant pu à peine entrevoir l'aurore du triomphe des idées et du parti dont il était le principal artisan, et cependant les historiens futurs de la fondation pacifique de la démocratie en Belgique devront dire qu'il est peu d'hommes à qui revient une plus large part de l'œuvre accomplie que à Jean Volders.

Et tous ceux qui l'ont connu diront qu'il en est peu qui aient mérité au même point de voir leur nom inscrit dans les fastes de la démocratie : nonn tête absolue, conviction profonde, cœur aussi sincère et presque candide, générosité sans arrière-pensée, pitié pour les faibles et fierté vis-à-vis des forts, loyauté chevaleresque, désintéressement complet, il avait toutes les qualités qui font un homme digne d'amitié de respect, et dont l'ensemble commandent même en politique, la sympathie universelle et donnent l'ascendant qui permet de commander aux foules.

Amis et adversaires seront certainement d'accord pour dire que le caractère de Volders était au-dessus de l'éloge. Ses amis seuls savent quels trésors d'abnégation, d'altruisme, d'activité et d'intelligence il mit au service de ses idées et à quel point il se sacrifia pour sa cause. La vérité est qu'il est mort de l'excès du zèle qu'il se croyait obligé de mettre au service du parti ouvrier.

Il eût fallu un tempérament de fer pour résister au surmenage qu'il s'imposait et cette endurance qui triomphe de tout, fatigues, physiques, efforts intellectuels et souffrance morale, le robuste et athlétique tribun ne l'avait qu'en apparence. Ceux qui l'ont suivi de près dans les dernières années de sa carrière, ceux qui, par exemple, participaient avec lui à la direction de l'organisation du referendum bruxellois en 1893 ont pu constater dès lors que le ressort moteur de cette vigoureuse activité était rissé et que l'ardent orateur, le fecond journaliste, le bouillant meneur d'hommes allait dériver rapidement vers le déséquilibre intellectuel et le naufrage de toutes ses facultés. C'est en vain que des amis lui demandèrent de s'arracher à la lutte et de prendre un repos nécessaire :

— Mais qui donc ferait tout ce que j'ai à faire ? me disait-il un soir pendant le referendum. Je ne peux pas quitter le harnais. Notre destinée est d'aller jusqu'à ce que nous tombions.

Le surmenage d'ailleurs devient un besoin pour ceux qui s'y laissent engrener. Et ce travail fiévreux, ces articles écrits hâtivement au coin d'une table, ces meetings organisés à coups de dépêches, ces réunions, où chaque heure comporte une bataille, ces assemblées populaires houleuses dont les applaudissements flattaient son imagination d'artiste et son cœur de tribun, ces manifestations à la tête desquelles il aimait à marcher derrière les plis du drapeau rouge et à diriger de sa poigne de chef, pour qu'elles restassent toujours dans les limites commandées par la raison politique, c'était la vie de Volders.

C'était pourtant, malgré ces emballements, un modérateur un homme pratique avec les qualités de raisonnement calme et froid qui viennent dominer les ardeurs combatives de l'agitateur et les ivresses généreuses du tribun. Nul peut-être, parmi les chefs du Parti ouvrier ne rendit mieux justice aux démocrates libéraux et ne fit autant pour maintenir l'union nécessaire entre la démocratie ouvrière et la démocratie libérale.

C'est d'ailleurs dans les rangs de ce lecteur qu'il avait débuté, à l'Association libérale de Saint-Gilles et à l'Association d'arrondissement ; c'est la politique progressiste défendue à la Chambre par l'Extrême gauche d'alors, qu'il défendait dans le *National* avec une ardeur plus vive dans le ton. Et quand il entra au parti ouvrier créé par De Paepe, Bertrand et Anseele surtout comme parti de réformes économiques à tendances collectivistes, il y apporta une combativité politique qui avait été jusque là principalement le lot des « radicaux » et lui donna aussi une allure toute nouvelle parmi les partis analogues qui se constituaient un peu partout, à l'instar de l'Allemagne.

Son activité dans l'organisation et la propagande du nouveau parti est présente à tous les esprits. Il est peu de nos concitoyens qui n'aient pas lu ses articles dans le *National* et le *Peuple*, qui ne l'aient pas vu à la tribune ou à la tête de quelque manifestation ouvrière. Son souvenir comme de Jean De Paepe restera sacré pour ces milliers d'hommes dont il voulut faire des citoyens, au prix de sa santé et de sa vie, et qu'il eut au moins — plus heureux que De Paepe en ce point — la joie de voir investis de leur droit primordial, avant que les ténèbres de la folie ne vinssent, combien plus cruelles que la mort, lui ravir la satisfaction viriile d'aller porter au Parlement du suffrage universel, les revendications de ceux qu'il avait tant contribué à faire électeurs, et de faire partie de cette victorieuse journée où les socialistes dont l'élection fut son œuvre plus que celle d'aucun autre.

Georges LORAND.

LA NEUTRALITÉ DU PROGRÈS

Le Progrès s'étonne d'être à la fois accusé par les cléricaux de la *Dépêche* et par les socialistes du *Réveil*, d'avoir manqué à la neutralité qu'il prétendait s'être imposée.

« En faveur de qui sommes-nous donc sortis de notre neutralité ? s'écrie le bon apôtre : voilà où le problème commence. »

Le problème est facile à résoudre. En signalant, au matin du scrutin, une liste présentée comme éliminant à la fois les cléricaux de la *Dépêche* et les socialistes du Parti Ouvrier, le *Progrès* fait-il le jeu des partis intermédiaires, c'est-à-dire des candidats des cercles et des prétendus libéraux de l'*Echo*.

Le résultat devait être ce qu'il a été en partie : le *Progrès* se félicitait le lendemain.

Il n'est donc pas surprenant que les partis extrêmes s'accordent à contester la neutralité du *Progrès*.

La vérité c'est que ce journal, dit républicain, qui apprécia comme *Jon* sur la liste cléricale de l'*Echo* au premier tour de scrutin, a voulu contre aux moins clairvoyants qu'un conseil municipal, composé en majorité des hommes de l'*Echo* et complété par les candidats des cercles. Un tel est plus agréable qu'un conseil en majorité socialiste.

Voilà ce qu'a été sa prétendue neutralité.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'il manifeste sa préférence pour les cléricaux sur les collectivistes, mais quand il portait en tête de ses colonnes un clérical avec contre un socialiste, cela avait au moins le mérite de la franchise et de la sincérité.

LES INSTITUTEURS EN ESPAGNE

(D'un correspondant)

Madrid, 12 mai.

Les renseignements statistiques que vient de publier à Madrid sur l'instruction primaire montrent que la situation des pauvres instituteurs est toujours précaire en Espagne, et que la plupart des municipalités prennent peu d'intérêt à leur sort et aux services qu'ils rendent. L'administration supérieure a pris récemment un nouveau décret pour assurer à ces modestes fonctionnaires le payement régulier de leurs traitements ; mais ce ne sont pas les dispositions de loi qui manquent, c'est la ferme volonté de tenir la main à ce qu'elles soient appliquées.

A la fin du deuxième trimestre de l'exercice 1895-1896, il était dû par les municipalités, pour le service de l'instruction primaire, l'énorme somme de 8,116,55 p. 22, dont près de 6 millions se rapportent à des exercices antérieurs au 1er juillet 1895. Toutes les provinces ne sont pas négligentes au même degré : celles de Barcelone, Biscaye, Burgos, Guipuzcoa, Leon, en autres, ne doivent rien pour les dépenses de l'instruction publique. Au contraire, les plus endettées sont les provinces de Malaga, Cuença, Grenade, Canarles, Valence, Tarragone, Saragosse, Lérida et Badajoz. La première est en retard de la somme convenable de 1,178,000 p. On a remarqué que, dans cette province, la criminalité est plus développée que partout ailleurs en Espagne.

LE PRIX DE LA GUERRE
Paris, 12 mai.

D'après une enquête faite par le ministère de la Guerre, la situation des décès et disparus de Madagascar serait celle-ci :

Le total général est de 5592 dont 591 pour les régiments d'Algérie, 1038 convoyeurs kabyles, 1018 pour le 200e régiment, 506 pour le 40e chasseurs, 772 pour les troupes de la marine, etc. 4600 hommes sont morts à Madagascar, 557 en mer, 347 au retour et 91 ont disparu.

CHRONIQUE
CHRÉTIENS

Je ne comprends pas bien la querelle que M. de Cassagnac cherche à M. de Mackau, ou les conseils que le « Soleil » donne à la Droite. Quand M. de Mackau et M. Arthur Meyer déclarent qu'ils ne demanderont au ministère Méline, dans l'ordre religieux, aucune concession impossible ou même aucune concession quand ils annoncent qu'avant tout ils veulent le ménager et le fortifier en vue de la défense sociale, ils sont absolument dans la vérité et dans la logique de leur parti.

Quel est en effet le vrai souci de la Droite ? Est-ce qu'elle veut avant tout sauver et prolonger la foi chrétienne ? Mais les hommes de droite ne sont pas chrétiens ; ils parlent quelquefois de Dieu dans leurs affiches, mais ils n'ont guère le temps d'y penser dans le coupé qui les emporte de conseil d'administration en conseil d'administration. Et le grand moine espagnol du siècle dernier leur répéterait sans doute, en son bizarre langage, qu'ils ne communient guère qu'avec des hosties en or, qui sont aujourd'hui des jetons de présence.

La religion est pour eux un frein à la démocratie, et ils n'entendent pas qu'on le brise. Elle est une force conservatrice et ils voudraient bien s'y appuyer. Mais le plus pressé c'est de sauver contre les revendications du prolétariat le dividende et le fermage ; c'est d'écarter l'impôt sur le revenu ; c'est de mater les syndicats ouvriers ; c'est de fortifier le Sénat qui a bien, jadis, persécuté quelques moines, mais qui s'offre aujourd'hui à protéger le capital.

Puisque le ministère Méline débarrasse un moment ces bons chrétiens de l'obsession socialiste et de la politique radicale, que peuvent-ils lui demander de plus ? Pourquoi le gêner et le renverser peut-être par de vaines lamentations sur la loi militaire, la loi scolaire et le droit d'aroisement ! La religion n'est pas un but ; elle est un moyen de défense sociale et si, dans l'intérêt présumé de la religion, les chrétiens de Droite allaient contre les nécessités de la défense sociale, ils iraient contre la religion elle-même.

L'Eglise est, avant tout, une gendarmerie sacrée qui veille sur les privilèges des riches. N'y aurait-il point folie à compromettre le Trésor pour aller au secours du gendarme ? Puisque des opportunistes et des mécréants s'offrent à protéger les conservateurs, les moines deviennent un peu moins nécessaires, et par suite, ils doivent être un peu moins exigeants : c'est la loi de l'offre et de la demande, et si des ministres athées peuvent lutter plus utilement que le prêtre contre le Socialisme ou le radicalisme, le prêtre doit se faire très modeste, sous peine d'indisposition, et peut-être même d'irrégion.

Aussi le ministère Méline peut être bien tranquille de ce côté : la diplomatie de M. de Mackau et la tactique de ce bon chrétien qui s'appelle M. Arthur Meyer prévaudront contre les déclamations vieillottes de M. de Cassagnac. M. de Mun lui-même se tairait, de peur d'être accusé de livrer aux bêtes les capitalistes, plus précieux encore que les chrétiens ; et le cléricalisme refendra son souffle pour ne pas renverser « les hommes de bonne volonté » qui ont, selon l'Evangile, droit à la paix.

Il est vrai qu'avec un peu plus d'audace et de foi, les hommes de droite pourraient non seulement demander, mais obtenir des gages, et confondre de plus en plus la défense religieuse et la défense sociale. Il est probable que les dits très franchement qu'ils obtiendraient peu de chose du ministère Méline, qui est bien la réaction, mais sans courage. Sans doute même n'abourraient-ils d'abord qu'à le renverser et il se peut fort bien qu'il fût remplacé par un nouveau ministère radical plus résolu que le ministère Bourgeois.

Mais les conservateurs s'imaginent-ils qu'il suffirait d'un nouveau ministère radical pour ébranler définitivement toutes les bases sociales ? Même au prochain retour de la politique de résistance, ne pourraient-ils pas prétendre qu'elle est impossible désormais sans le concours de l'idée religieuse et de l'Eglise ? Cela vaudrait bien de gêner ou même de sacrifier, au besoin, le ministère Méline s'il ne faisait pas besogne cléricale en même temps que conservatrice.

Mais les hommes de droite sont incapables de regarder à quelques pas devant eux : ils vivent au jour le jour ou, mieux, ils tremblent au jour le jour, et plutôt que de risquer une fois encore l'épreuve d'un ministère radical ou radical-socialiste ils serviront M. Méline sans condition, et ils oublieront très volontiers qu'ils se disent chrétiens pour se souvenir seulement qu'ils sont, en effet, actionnaires ou propriétaires.

Et, de même que nous, socialistes, nous avons pardonné bien des choses au ministère Bourgeois parce qu'il